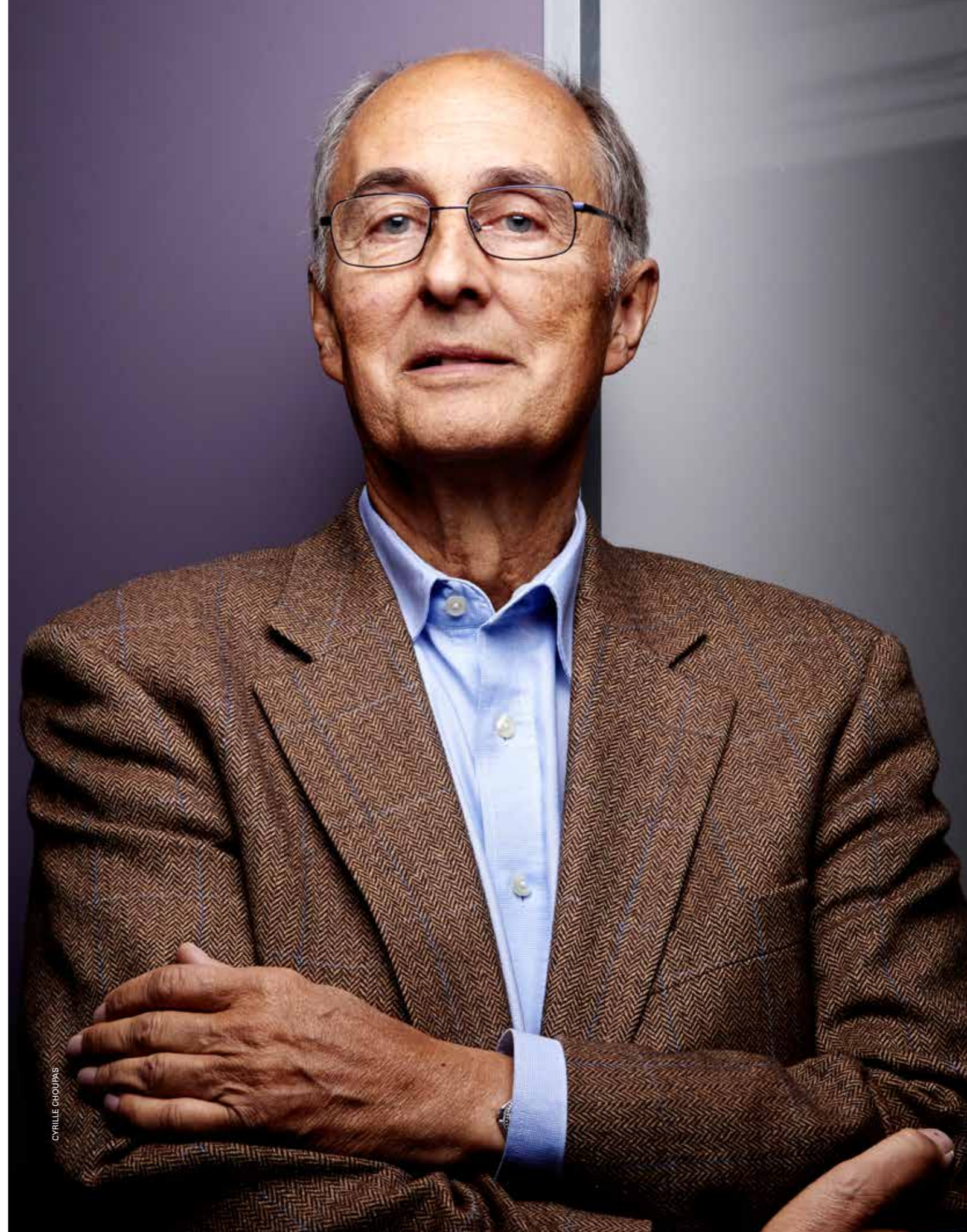


# Serge Michailof

## « Tous les éléments du cocktail explosif sont réunis »

Entretien avec un expert, ancien de la Banque mondiale, auteur d'un livre choc, *Africanistan*, sur un continent en proie à la fragmentation. Un regard sans concession.

propos recueillis par **Belkacem Bahlouli**





# S

pécialiste français des questions de développement et aujourd'hui chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), cet enseignant à Sciences Po Paris revient dans son dernier ouvrage,

*Africanistan*, sur les nouvelles problématiques démographiques, sécuritaires et politiques que connaît la moitié nord du continent. L'ancien directeur opérationnel et conseiller principal de la Banque mondiale, ex-représentant de l'Agence française de développement (AFD), lutte contre ce qu'il estime être des faux-semblants et cherche à provoquer une prise de conscience des afro-optimismes. Son analyse des conséquences du changement climatique, des famines induites, des trafics, des problèmes récurrents de populations, des conflits armés et du jihadisme, sont pour lui autant d'écueils que doit contourner l'Afrique pour enfin s'ouvrir vers l'émergence.

**AM :** Le titre de votre dernier ouvrage, *Africanistan*, est violent et assimile le continent à la situation que traverse l'Afghanistan. Vous cherchiez à provoquer une prise de conscience ?

**Serge Michailof :** J'ai délibérément choisi un titre brutal car je considère que le temps des faux-semblants et des ambiguïtés du langage diplomatique n'est plus adapté à la situation. Je voulais effectivement provoquer une double prise de conscience, en premier chez nos responsables politiques français qui, jusqu'à l'effondrement du Mali en 2013, étaient à mille lieues de penser que la situation du Sahel devenait si difficile, et qui imaginent encore qu'en bombardant les jihadistes, on réglerait le problème. Mais je voulais aussi alerter, et même « secouer » un peu les responsables politiques et de manière générale les élites africaines, qui croient que la croissance – essentiellement tirée par les exportations de matières premières et les prix favorables qu'a permis le boom chinois – met le continent sur le chemin de l'émergence et va régler le grave problème que constitue le gap entre démographie et création d'emplois. Nous ne sommes pas, au Sahel, dans une

situation de type syrien, mais plutôt dans un processus de dégradation difficilement réversible des mêmes indicateurs économiques, sociaux et politiques qui expliquent les soubresauts politiques et militaires successifs qui ont conduit l'Afghanistan au désastre actuel.

**Les parallèles que vous établissez sont édifiants. Les racines de ces problèmes sont pourtant très différentes...**

Nous avons aujourd'hui deux graves foyers « infectieux » qui menacent le Sahel : au sud, Boko Haram, et au nord, l'implosion de la Libye, qui subit elle-même l'influence du drame syrien avec la montée en puissance de Daech. Or dans ce contexte régional très préoccupant, le Sahel, certes géographiquement et culturellement très différent de l'Afghanistan, présente hélas de nombreuses caractéristiques analogues à celles qui ont provoqué l'effondrement de ce pays, en particulier une démographie hors de contrôle, une agriculture délaissée, une misère rurale dramatique, un chômage et un sous-emploi massifs, des tensions ethniques et religieuses qui s'accroissent, une absence de l'État et en particulier de la Justice dès que l'on

sort des villes, la montée de l'influence salafiste, le rôle trouble joué par des systèmes mafieux liés à des trafics, et enfin, ce qui est le plus grave, la perte d'espoir des jeunes en la possibilité de s'intégrer économiquement et socialement.

**Quel regard portez-vous sur les derniers événements qui ont touché la bande sahélienne, dont vous êtes spécialiste, notamment les attentats au Mali, dans le nord-est du Nigeria, au Cameroun, dans la région de l'Extrême-Nord, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire ? Cela peut-il s'étendre ? De quelle manière ?**

Je pense qu'il faut distinguer entre des attentats terroristes qui peuvent frapper n'importe quel pays, y compris en Europe ou en Asie, et qui peuvent être organisés par des

groupes restreints, et l'action de mouvements organisés et structurés qui installent d'abord une insécurité progressivement paralysante sur tout un territoire, puis peu à peu un pouvoir parallèle. La menace de voir s'installer des pouvoirs jihadistes dans des régions où ils rendront une justice expéditive, assureront brutalement la police, établiront des relations avec d'autres groupes analogues localisés sur



*Dernier ouvrage en date de l'auteur, Africanistan est sorti en octobre 2015.*

## « Les appareils régaliens des pays de la région sont fragiles, comme l'a montré l'épisode malien. »

budgétaire et social à des États dont la base fiscale est étroite et qui ne peuvent, malgré tous leurs efforts, assurer une scolarisation satisfaisante aux cohortes d'enfants qui atteignent chaque année l'âge scolaire et ne peuvent donc leur permettre d'espérer accéder à des emplois rémunérateurs ; ces contraintes pèsent également sur la qualité des soins de santé dispensés à ces enfants. Mais surtout le nombre de personnes dépendantes est tel pour chaque actif, que le fameux dividende démographique qui voit arriver à l'âge de travailler de nombreux jeunes reste un mirage d'autant plus éloigné que les emplois ne sont pas disponibles. Finalement, la démographie « consomme » en quelque sorte l'essentiel des gains de la croissance. Un cas extrême est certainement celui du Niger, dont la démographie exceptionnelle explique largement que le revenu par habitant est aujourd'hui d'un tiers inférieur à celui qu'il était à l'indépendance. Enfin, la forte croissance de la population rurale (de 2 à 3 % par an) – une situation unique au monde –, dans un contexte où les ressources naturelles, et en particulier la terre arable, sont fortement contraintes, conduit à un fort risque de crise malthusienne, qui se manifeste déjà en de nombreuses régions par une nette diminution des surfaces disponibles par actif agricole.

**L'Afrique est-elle à vos yeux sur la voie de l'émergence ?**

**Dans quelle mesure ?**

Nullement, car cela implique non seulement une croissance rapide mais aussi une profonde diversification économique. Ce point est clairement démontré par les travaux d'un *think tank* africain de grande qualité basé au Ghana, le groupe Acet (African Center for Economic Transformation) dont je recommande la lecture des analyses, qui sont remarquables. L'argumentation de l'équipe d'économistes de l'Acet est rigoureuse et très documentée. Ils insistent en particulier sur la stagnation de longue durée (plus de quarante ans) de l'économie manufacturière africaine (autour de 10 % du PIB de la plupart des pays) face à la forte croissance de la part de la valeur ajoutée de cette industrie

tout l'arc de crise qui va de l'Afghanistan à la Mauritanie – qui racketteront les populations et organiseront des bases d'opérations pour des actions de déstabilisation d'ambition nationale –, me semble infiniment plus dangereuse. Car les appareils régaliens des pays du Sahel sont extrêmement fragiles, comme l'a montré l'épisode malien. Or nous avons affaire à des ennemis intelligents et rationnels, qui ne recommenceront pas l'erreur de l'attaque frontale qu'ils ont commise au Mali. Si ces organisations terroristes s'incrusteront là où les jeunes n'ont plus d'espoir, et gagnent les cœurs et les esprits, l'analogie avec l'Afghanistan prend toute sa valeur, et je crains pour le Sahel. Car tous les éléments du cocktail explosif sont réunis. Les groupes jihadistes n'en constituent que le détonateur.

**Établissez-vous un distinguo entre Maghreb et Afrique subsaharienne, notamment à cause des problèmes de jihadisme ?**

Leurs problématiques sont très différentes mais ces régions ont deux points communs : un grave problème de chômage et de sous-emploi des jeunes qui, pour le Maghreb, est particulièrement aigu en Algérie et en Libye et qui est en train de déstabiliser la Tunisie, et un jihadisme largement issu de la guerre civile algérienne, repoussé vers le Sahara et le Sahel, qui a réémergé en Libye à l'occasion de la destruction du régime Kadhafi. La situation de la Libye est aujourd'hui particulièrement dramatique et d'autant plus inquiétante que l'Algérie voisine est en transition politique, a échoué depuis cinquante ans sur le plan économique et va prochainement être confrontée à une crise financière due à l'effondrement des cours du pétrole. Restent l'armée et les services de renseignements, qui sont solides, et l'expérience acquise lors de la guerre civile. En toute logique, les problèmes sécuritaires du Sahel auraient dû être gérés par les deux puissances régionales que sont l'Algérie et le Nigeria. Ce dernier est lui aussi confronté à la baisse de prix du pétrole, et par ailleurs la corruption et la désorganisation de son armée ne lui ont pas permis de réduire la menace sécuritaire posée par Boko Haram depuis dix ans...

**Vous soulevez dans votre dernier livre le problème de la démographie, qui risque de faire capoter tous les progrès économiques entrepris sur le continent. De quelle manière ?**

La croissance démographique, qui atteint 3,5 % voire 4 % dans certains pays, pose d'abord un énorme problème

manufacturière dans les pays émergents. Si l'on excepte Maurice et l'Éthiopie, aucun pays africain n'a commencé à s'insérer dans les chaînes de valeur de la mondialisation industrielle fortement créatrices d'emplois. Cette question pose très clairement le problème de l'extrême dépendance de la plupart des économies du continent à l'égard d'un très petit nombre d'activités extractives (mines et pétrole) peu créatrices d'emploi, d'une agriculture à faible productivité et de services également à très faible productivité (ou dans le cas des télécoms, à impact très limité sur l'emploi). Les chiffres assez spectaculaires de la croissance de nombreux pays africains masquent le caractère fragile et peu inclusif de celle-ci, qui ne crée pas d'emplois à la mesure des exigences de la démographie. Ce problème est certainement gérable dans de nombreux pays côtiers à fort potentiel, qui sont néanmoins touchés pour certains comme le Nigeria par des processus de désindustrialisation. Mais il devient quasi insoluble au Sahel, où des politiques très spécifiques sont désormais indispensables si l'on veut éviter de graves crises.

**Quels sont les leviers que l'Afrique doit actionner pour maintenir cette croissance ? Quelles seront les conséquences de la crise pétrolière ?**

Non seulement la crise pétrolière, mais surtout celle de toutes les matières premières (excepté le cacao !), auront bien évidemment un impact sur la croissance, qui va probablement passer de 6 % à environ 4 %. Or, avec une hausse démographique de 3 %, le PIB par habitant tombe à 1 % par an et devient d'autant plus insensible que la croissance est fortement inégalitaire. Les pays africains doivent désormais engager des politiques économiques très volontaristes pour permettre aux États côtiers disposant de plates-formes portuaires de tenter de s'insérer dans les chaînes de valeur de la mondialisation industrielle intensives en main-d'œuvre, à l'instar du Bangladesh et du Cambodge. Ils doivent aussi valoriser les filières agricoles d'exportation à forte valeur ajoutée, comme a su le faire la Côte d'Ivoire. Les pays de l'intérieur sont confrontés à des difficultés justifiant un effort considérable pour relancer l'agriculture paysanne, faciliter son intensification en généralisant des approches écologiquement durables, multiplier les opérations de petite irrigation. Le développement municipal et local des petits et gros villages implique leur électrification, la multiplication des infrastructures de base, et en particulier des pistes praticables par tous les temps. Enfin, des gains de productivité considérables sont possibles dans les secteurs informels urbains. Le modèle indien, fondé sur l'électrification systématique, mais aussi sur la diffusion de technologies correspondant

## « On peut imaginer un système mieux adapté qu'une monnaie africaine gérée à Francfort en fonction des exigences de l'économie allemande. »

à la capacité d'investissement et de gestion locale ainsi qu'au pouvoir d'achat, est ici plein d'enseignement. Bien évidemment, la diffusion des produits de consommation courante à très bas prix d'origine chinoise n'aide pas. Dans tous les cas, le développement des infrastructures est fondamental : routes, chemin de fer, ports, centrales électriques, nouvelles technologies, etc.

**Quels sont les autres facteurs qui bloquent l'émergence ?**

Si le principal obstacle est d'ordre politique, je soulignerai quatre facteurs. D'abord, le non-respect des Constitutions et les tentatives de maintien au pouvoir d'autocrates qui ont fait leur temps introduit énormément d'incertitudes pour les investisseurs tant locaux qu'internationaux. Ensuite, la pratique d'une démocratie très superficielle fait que le parti au pouvoir ne laisse aucune marge de manœuvre à l'opposition, se débarrasse des contre-pouvoirs, et accapare les rentes, aiguissant les tensions. Autre facteur négatif, l'alignement trop fréquent des partis sur des groupes ethniques, qui fait très vite monter la violence aux extrêmes en cas de conflit. Enfin, ce que l'on a coutume de nommer la « mauvaise gouvernance », point sur lequel il n'est pas possible d'épiloguer en deux lignes. J'ai consacré deux chapitres de mon livre à l'analyse de cette question complexe, qui renvoie à des problèmes de fond portant en particulier sur l'organisation des sociétés, le fonctionnement des systèmes de pouvoir, l'importance de la fragmentation ethnique, etc.

**Vous estimez que le franc CFA affaiblit la compétitivité des produits africains, prônez-vous la sortie de ce système ? Qu'est-ce qui pourrait le remplacer et dans quels délais ?**

Ce sujet est complexe et délicat. Je ne plaide nullement pour la sortie de ce système qui a aussi ses avantages,

mais pour son adaptation, impliquant en particulier un ajustement périodique des taux de change afin de tenir compte de l'évolution des productivités, comme cela avait été demandé par la Banque mondiale lors de la négociation de la dévaluation en 1993, et comme le suggérait d'ailleurs le service des études de la BCEAO à l'époque. Il est bien évident qu'on peut imaginer un système mieux adapté qu'une monnaie africaine gérée à Francfort en fonction des exigences de l'économie allemande...

**Pensez-vous que la communauté internationale a un autre rôle à jouer ? Économique ? Politique ? Sécuritaire ? Tout à la fois ?**

Si les choses suivent leur cours actuel, dans les dix ans qui viennent, la situation sécuritaire va progressivement se dégrader au Mali, au Niger et au Tchad et impacter les pays voisins, y compris le Burkina, la Mauritanie, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Or l'approche actuelle suivie par la France, qui repose pour l'essentiel sur le recours à son instrument militaire et sur l'appel aux organisations multilatérales d'aide pour relancer le développement de ces pays, est vouée à l'échec. Sur le plan militaire, l'armée française est dispersée entre la Syrie et l'Irak, où elle joue un rôle très marginal dont on distingue mal l'objectif politique, et elle ne dispose pas en tout état de cause des moyens pour jouer les gendarmes sur une zone qui représente entre six et dix fois la surface de la France. En termes de développement, elle confie ses ressources à des institutions qui ont complètement échoué en Afghanistan malgré des dépenses colossales et qui tentent vainement de lutter contre la pauvreté, alors que le problème est d'abord de reconstruire des États et leur appareil régalien, et de créer des emplois. Ce qui, à court terme, exige de relancer l'agriculture sahéenne et le développement local.

**La communauté internationale répond-elle aux réels besoins du continent ? À propos des décisions de la COP21 par exemple ?**

Nous nous attaquons là à un problème certes fondamental mais de long terme, en oubliant une autre question essentielle et qui lui conditionne, comme nous le constatons pourtant tous les jours, l'équilibre de nos sociétés menacées par l'essor d'une extrême droite populiste. Regardez les décisions prises par la France lors de la COP21 sur le plan financier : d'ici à 2020, l'effort passera de 3 milliards de dollars à 5 milliards pour le climat. Ce sera certes très utile mais ne concerne que les pays émergents. Pour les seize pays très pauvres, l'effort passerait de 200 à 560 millions de dollars, soit peut-être 200 millions de plus pour le Sahel... Mais si dans dix ans ce der-

nier se trouve dans la situation de la Libye aujourd'hui, c'est toute l'Afrique de l'Ouest qui sera déstabilisée. Le problème ne sera pas 1 million de Syriens et d'Afghans attirés par l'Allemagne, mais les quelques dizaines de millions de migrants sahéens qui erreront entre les pays côtiers africains, un Maghreb lui-même en difficulté et nos banlieues...

**L'arrivée de la Chine sur le terrain de la défense, avec la formation d'armées africaines afin de réduire le risque terroriste (mais aussi de sécuriser ses marchés et ses ressortissants...), risque-t-elle de bousculer la donne ?**

La Chine y forme en effet quelques bataillons. Au fur et à mesure que ses investissements et ses actifs s'accroîtront sur le continent et que des menaces se préciseront, il est probable qu'elle portera une plus grande attention aux problèmes sécuritaires. Cela dit, elle a encore beaucoup à apprendre et je vois mal des pays africains lui confier la responsabilité de remettre de l'ordre dans leur armée, comme certains ont pu le demander autrefois à la France

## Des dizaines de millions de migrants sahéens qui erreront entre les pays côtiers africains, un Maghreb lui-même en difficulté et nos banlieues...

ou au Maroc. La France, elle, a paradoxalement confié ses ressources d'aide à des institutions multilatérales qui ne peuvent s'impliquer dans ce type d'activité, et n'a donc plus de ressources disponibles. L'urgence est de reprendre le contrôle d'une fraction significative de ces ressources, et de convaincre l'Europe que celle-ci doit non seulement former et équiper les armées du Sahel et l'essentiel du système régalien de ces pays pauvres soumis à des risques sécuritaires considérables, mais aussi les financer sur une longue durée. C'est la seule manière d'espérer assurer la sécurité qui constitue un bien public mondial sur des espaces gigantesques. ■